REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE 3e CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 12 ET 19 MARS 1978

CHOLLET

MOUVEMENT des RADICAUX de GAUCHE

Président : Robert FABRE



André CHOLLET
Pharmacien
Député Suppléant
CANDIDAT

Électrices, Électeurs,

Appel de Fernand BERTHOUIN

Depuis 1962, j'ai eu l'honneur de représenter la 3e circonscription à l'Assemblée Nationale.

André CHOLLET, mon suppléant, élu en 1967, réélu en 1968 et 1973, sera le candidat du Mouvement des Radicaux de Gauche. C'est pour moi un devoir agréable de vous le recommander. Tourangeau d'origine rurale, pharmacien à Amboise depuis plus de 30 ans, Conseiller général du canton d'Amboise pendant 6 ans, il connaît bien les problèmes de la région. Homme d'expérience et d'équité, sérieux, calme, disponible, toujours présent parmi vous, il se fera un devoir de prendre en charge toutes vos préoccupations présentes et futures.

Pendant 11 ans, il m'a toujours secondé dans ma tâche avec beaucoup d'efficacité ; c'est donc sur lui et sur son suppléant Michel GUIGNAUDEAU, Maire de Ligueil, que je vous demande de reporter la confiance que vous m'avez témoignée pendant tant d'années.

Signé : Fernand Berthouin, Député de la 3e Circonscription.

DEPUIS 20 ANS...

la majorité en favorisant les excès du capitalisme et les grosses fortunes, en abandonnant toute politique cohérente, en refusant tout effort sérieux dans le domaine du développement rural et de la décentralisation économique, a lésé les Françaises et les Français, a bradé le secteur des petites entreprises qui animaient les zones rurales, précipitant dans des conditions particulièrement dramatiques la disparition d'un bon nombre d'entreprises relevant du commerce, de l'artisanat et de l'agriculture.

En dépit des plans CHIRAC et des plans BARRE successifs, **l'inflation continue de progresser, le chômage de s'amplifier, les inégalités de s'aggraver..**

Les **salariés** inquiets, les **jeunes** à la recherche de leur premier emploi, s'interrogent avec angoisse sur un **avenir sombre.**

Depuis 20 ans, 5 millions d'agriculteurs, aides familiaux, salariés agricoles et leurs familles ont été amenés à quitter leur terre. Le **petit commerce** et l'**artisanat** sont en grand péril.

En 1977, la hausse des salaires n'a pas suivi celle du coût de la vie d'où **dégradation du pouvoir d'achat.**

Les promesses électorales réitérées de la Majorité viennent trop tard. Il n'est plus temps de convaincre après avoir trompé les Françaises et les Français.



Michel GUIGNAUDEAU
Maire de Ligueil
Candidat Suppléant

C'est pourquoi, nous pensons qu'un **changement profond** doit intervenir dans la direction de notre pays. C'est pourquoi, après **avoir obtenu l'addition de l'annexe au Programme Commun de Gouvernement de la Gauche,** texte témoin de l'originalité rassurante du M.R.G. en ce qui concerne **la liberté d'entreprise et le droit à la propriété privée,** nous avons adhéré à cette politique qui, seule, permettra l'alternance au régime.

C'est en hommes libres que nous avons dit OUI « pour mieux vivre et changer la vie dans la sagesse et la sécurité ».

NOUS PROPOSONS :

COLLECTIVITES LOCALES :

— Impérieuse nécessité de la réforme de la fiscalité locale.
— Epanouissement des libertés des communes en leur conférant les moyens de gérer leurs propres affaires. Aide accrue en leur faveur, possibilité d'emprunts à long terme et à taux réduits.

AGRICULTURE. — L'Agriculture est un élément fondamental de la vie du pays.

— Sauver l'exploitation familiale est un devoir.
— Garantir le droit de propriété.
— Indexation des prix des produits agricoles après actualisation.
— Renforcer la loi contre les cumuls.
— Démocratiser les SAFER et prévoir l'élection du Comité Plénier à la proportionnelle.
— Lutter contre la multitude **des taxes, suppressions** de la taxe de coresponsabilité sur le lait, de plus-value à la bouteille, des taxes parafiscales sur les céréales, etc.
— Protection contre l'ouverture du Marché Commun Agricole à de nouveaux membres.
— Retraite des agriculteurs à 80 % du SMIC.
— Etablir la parité des prix et la parité sociale.
— Retour au régime de l'allocation en franchise des bouilleurs de cru.

— Développement des actions (prêts, dotations) en faveur de l'**installation des jeunes agriculteurs.**
— Pluralité syndicale en Agriculture.

ECONOMIE ET FINANCES :

— Implantation de petites entreprises dans les cantons défavorisés économiquement et, dans le cadre de la décentralisation industrielle (création de petites unités industrielles, artisanales et agro-alimentaires dans les cantons ruraux).
— Réduire et vaincre le chômage.
— Refonte du système de la fiscalité et des impôts.
— Lutte contre la fraude fiscale.
— Impôt sur les grosses fortunes supérieures à 200 millions d'A.F.
— Lutte énergique contre les monopoles et les sociétés géantes multinationales.
— Aménager **le crédit** pour favoriser la liberté d'entreprendre.
— Indexation du livret A de la Caisse d'Epargne.
— Défense de l'**artisanat,** du **petit commerce et des P.M.E.** menacés et pris dans une mutation économique accélérée. Le commerce, l'artisanat, les P.M.E. se trouvent en butte à une crise sérieuse, aggravée par le poids d'une fiscalité abusive, de charges excessives. La défense de ce secteur suppose la remise en cause de la fiscalité actuelle et le règlement des questions sociales aiguës. **Nous préconisons pour les petits commerçants et artisans : l'égalité pour tous du régime de prévoyance sociale, l'allégement des charges fiscales, une retraite minimale indexée, au même titre que les autres catégories de travailleurs.**

NATIONALISATIONS. — Les neuf nationalisations prévues au Programme Commun de Gouvernement.

ENSEIGNEMENT :

— Défense de l'école publique et de la laïcité.
— **Gratuité totale de l'Enseignement :** transports scolaires, études, livres, fournitures.
— Octroi de crédits plus importants pour la construction ou reconstruction d'écoles et pour le recrutement des maîtres.
— Réforme de l'enseignement assurant aux jeunes la meilleure égalité des chances que ne leur accorde pas la loi Haby.
— Développement de la recherche scientifique.
— Développement accentué de l'Enseignement **Technique** et de l'**Enseignement Professionnel Agricole.**
— Mise en place des écoles spécialisées pour l'enseignement des enfants handicapés physiques ou moteurs. La charge de l'éducation, des soins et de la prévention pour les enfants et les adultes handicapés ou inadaptés incombent à l'Etat, en dépendant d'une seule administration.

PROGRAMME SOCIAL :

— **LOGEMENT.** — Lutte contre la spéculation foncière.
— Développement de la construction individuelle sociale et familiale (octroi de prêts à taux réduits et à long terme). Simplification des règles en matière de construction et définition d'une politique véritable de l'environnement.
— **EMPLOI.** — Assurer la sécurité de l'emploi.
— Suppression effective des zones de salaires.
— Maintien puis relèvement du pouvoir d'achat et participation des travailleurs à la vie économique.
— Réduction des inégalités par la remise en ordre de la hiérarchie des salaires, hausse plus rapide des basses rémunérations : aucune ne devra être inférieure à 2.400 F.
— Aménagement du temps de travail.
— Droit à la retraite (ouvert) à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes. Le montant devra en être amené progressivement à 75 % du salaire moyen des 10 meilleures années.
— **SECURITE SOCIALE, SANTE, FAMILLE.** — Egalité des prestations dans les différents régimes (général, agriculteurs, commerçants, artisans). Retour au remboursement à 80 %.
— Politique de prévoyance sociale et familiale.
— Rénovation de la protection maternelle et infantile et de la médecine scolaire.
— Humanisation des maisons de retraite.
— Développement des équipements sociaux : crèches, écoles maternelles, centres aérés, colonies de vacances.
— Soutien des revendications féminines par une véritable promotion de la femme ; abrogation des discriminations ; aide accrue à la mère de famille.
— **PERSONNES AGEES.** — Participation à la vie de société ; amélioration de leur condition sociale.
— Développement des services d'aide à domicile et services sociaux.
— Aménagement des logements et transports.
— **ASSURER LA SECURITE des biens et des personnes par des forces efficaces de prévention.**
— **JEUNESSE.** — Développer la vie associative.
— Favoriser les mouvements de jeunes et les sports (construction de gymnases, piscines, stades, foyers) avec participation accrue de l'Etat.
— Abaisser le service militaire à 6 mois.
— Développer les institutions culturelles.

POLITIQUE ETRANGERE

— Il faut organiser l'Europe avec fermeté pour ne pas en être victime.
— Paix extérieure dans le cadre de pactes ou d'alliances, tout en préservant l'indépendance nationale.
— **ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE.** — Règlement définitif du contentieux en accord avec les différentes associations d'anciens combattants et victimes de guerre.
— **JUSTICE.** — Lutte contre les causes de la délinquance et de la violence.
— Maintien de l'exemplarité de la peine d'emprisonnement jusqu'au terme infligé.
— **RAPATRIES.** — Règlement équitable et accéléré des indemnisations.
— **FAVORISER L'ECOLOGIE.** — Information véridique et large débat démocratique autour du nucléaire.
— Encouragement des énergies douces.

POUR METTRE UN TERME AU DECLIN DU PAYS.

Pour le renouveau que la France attend en dehors de toute contrainte et de tout sectarisme, pour qu'il ne soit pas remis à plus tard, votez et faites voter pour le MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE, garant des libertés, du changement démocratique, vers une société plus juste, plus heureuse, plus fraternelle, au service de l'homme.

VOTEZ UTILE DÈS LE PREMIER TOUR : VOTEZ CHOLLET

Vu, les candidats.

IMP. CADET 37150 BLÉRÉ